

original: 166 - D

dodis.ch/56365

kopie an: 158 148 152 162 164 177 250 262 266 338
268 344 ma jd hh bh btj ax rs

f.B. 22.52. Iran (Am)

teheran 5.5.1980 2000 flash r 1703 ==

447 hhhhh

pour chef departement
pour ambassadeur brunner

s e c r e t

la suisse et le differend irano-americaïn

1. si l'on part de l'hypothese que l'intransigeance iranienne - par paralysie - dans l'affaire des otages, le coup de main americain avorte, la generalisation de sanctions contre l'iran par ses principaux partenaires commerciaux europeens s'il n'y a pas de progres concret dans l'affaire au 17 mai creent une situation dangereuse qui pourrait deboucher sur une escalade grave dont les consequences sont imprevisibles, il faut etudier quelles pourraient etre nos modestes possibilites d'empêcher que les choses ne prennent un tel tour.

2. si l'on procede a l'appréciation de la question des otages aujourd'hui, on ne peut se departir d'un certain pessimisme. (mon appréciation est le resultat d'un echange de vues lors du dejeuner que je donnai aujourd'hui a l'occasion du depart de mgr capucci, avais convie egalement nonce, amb f + nl, charge grece, schmid cicr et john randall - qui te fait bien saluer -).

les proches collaborateurs du president sont d'avis que les etudiants etaient en train de perdre tout credit et que le coup de main leur a donne un renouveau de vigueur et une justification a posteriori - ils avaient donc bien raison de garder ces otages et de refuser de ceder leur controle - leur dispersion, si elle n'affecte probablement pas leur securite, rend leur situation psychique plus difficile et tout contact encore plus aleatoire.

les personnes raisonnables du leadership ont plus de peine, apres le coup de main, a aborder la question (cf au surplus mon rapport sur leurs autres preoccupations). randall qui sortait de chez gh pretend que ce dernier etait, que ce soit affaire des otages ou des corps, ecoeure, il vomissait les integristes et disait meme nous ne pourrons jamais rien faire avec une telle mentalite de 'marchands de tapis' (il entendait par la le jeu pousse a l'absurde consistant sans arret a augmenter les enchères dans une situation politique.)

e. 3 5 2 4

5.5.1980 18h30 o.

Dodis



capucci qui sortait de chez l'imam rapporta que ce dernier restait inflexible sur sa position sur l'affaire des otages. "je m'en desinteresse completement, c'est l'affaire du seul parlement, je l'ai deja dit, j'ai cependant insiste que cet objet soit traite en priorite durant sa premiere session".

schmid s'etait rendu hier chez bs et lui presenta trois propositions d'amelioration du statut des otages, dont celle de l'elargissement de robert ode, cardiaque de 64 ans. bs declara vouloir l'etudier, il fit a la meme occasion rapport sur kurdestan. bs lui repondit que c'etait tout de la propagande stalinienne, sioniste et americaine et qu'il l'autorisait a se rendre partout au kurdestan et qu'il dise a l'emg que c'etait un ordre de bs. reponse de l'armee, cela n'entre pas en ligne de compte.

que faut-il penser de tout cela ? le renvoi de la question au parlement n'offre aucune garantie. comment voir un parlement domine par les integristes se rallier a une proposition moderee de banisadr par exemple, si les integristes ne sont pas convaincus que la solution du probleme est dans leur propre interet. quelle surenchere verra-t-on au parlement ? personne ni bs ni gh ni un autre membre du leadership ne se sont prononces sur des conditions. on parle certes ici et la, un peu plus souvent d'un jugement des otages, de tous ou de certains d'entre eux. si un tel jugement debouchait sur une expulsion, ou sur un espoir (cf proces des diplomates francais au caire), la coupe serait amere mais les choses avanceraient. en l'etat des choses, un tel proces est inacceptable pour les etats-unis et s'ils l'admettaient qui nous dit qu'une cour islamique ne decide pas, malgre toute promesse, l'execution immediate.

la reponse de l'imam a capucci est explicable de diverses facons, mais en fin de compte l'imam sait tres bien qu'il reste l'arbitre supreme et, comme dans le cas du transfert de pouvoirs, rien ne pourra se faire sans son consentement.

aucun homme politique ne fait de declaration sur cette question, sauf celle du ministre de la defense chamran, qui est pour leur liberation, mais qui ajoute neanmoins que ceux qui sont convaincus d'espionnage devraient etre juges. comme on le voit la force d'inertie en iran est immense et il s'agit de la faire se mouvoir dans la bonne direction bien sur, ceci pour arriver a une solution qui est dans l'interet de l'iran, autant que des etats-unis. pour nous comme pour les autres pays tiers, elle evitera que les etats-unis n'en viennent a ce type de raisonnement - et ils n'en sont pas si loin - nous sommes une grande puissance, nous ne nous laissons pas bafouer plus longtemps, nous mettons une croix sur les 53 otages et infligeons une correction "maison" a l'iran, en prenant peut-etre le risque dangereux que l'iran se rapproche alors vraiment de l'urss.

3. quelles sont les possibilites de relancer le dialogue ou la solution pacifique du differend.

3.1. reactivation de la commission waldheim. on se souvient qu'une petite porte etait restee ouverte. a-t-elle encore des chances de succes ? selon certains, les iraniens souhaiteraient moins qu'avant avoir des "juges etrangers" pour examiner leur passe et leurs griefs. enfin on se souviendra, que ce qui avait fait buter la commission waldheim fut le refus de la visite. on se heurterait probablement au meme refus. on pourrait a la rigueur demander a la commission de considerer que le cicr a procede a la visite qu'elle se proposait de faire.

3.2. mise en place d'une grande commission a la sean mc bride. on sait d'ou viennent ceux qui la proposent. comme je vous l'ai deja dit, une telle formule rencontre un certain echo parmi des gens de l'entourage de bs, qui ne sont pas des communistes. vous connaissez ses desavantages. immense machin, destine plus aux interets de l'urss que ceux de l'iran, non delimite dans le temps, donc repoussant une eventuelle liberation a plusieurs mois. vous vous souvenez d'une proposition de b+v d'equilibrer une telle commission en y adjoignant l'afghanistan, le tchad, l'afrique australe, l'ethiopie, la somalie etc.

3.3. vous savez que le ministre ae cubain accompagne d'une delegation de 6 membres dans le cadre des non-alignes est a teheran.

l'idee, qui paraît etre de source sovietique, viserait a une session extraordinaire des non-alignes a la havane pour juger des griefs de l'iran contre l'imperialisme et du coup avorte americain.

3.4. une autre idee serait, capucci l'a evoquee, d'essayer une sorte de mediation dans un cadre islamique. capucci est franc en ce qu'il annonce la couleur que ce qui l'interesse dans chaque cas a 50 0/0 est le sort de sa patrie la palestine et qu'il souhaite que ses actions aident a ce but.

3.5. capucci, vous vous en souviendrez lors de nos discussions de lundi de paques avec b+v+gh avait suggere des mesures rendant vie otages plus agreable, creant climat psychologique meilleur, meme sans transfert pouvoir au govt que l'imam avait refuse. j'avais alors defendu plutot idee visite cicr et accomplissement mesures proposees par cicr apres visite.

3.6. lundi de paques egalement, nous parlames de la possibilite de liberer les "deux touristes" pris avec les otages. capucci a refait cette suggestion a imam et a bs. schmid y a ajoute celle du cardiagque ode 64 ans. une telle liberation, bien que geste limite montrerait aux americains que les choses bougent quand meme un peu.

3.7. ce pas pourrait continuer par la liberation ou l'expulsion des trois hotes du mae. chose deja plus difficile parce que laingen est considere comme le chef des espions et tomset est un "conseiller de caractere special" parlant le farsi, mais ce sont des hotes avant tout. ici encore on aurait un pas concret qui permettrait de faire prendre patience aux americains.

3.8.1. les pas mentionnes sous 3.6. et 3.7. sont ils suffisants pour les americains ? peuvent-ils etre consideres comme un debut de la solution du probleme ?

3.8.2. capucci, de ses discussions, souhaiterait amener la ce a repousser son ultimatum du 17. il est de fait que, en doctrine si j'ose dire, il y a deux sortes d'ultimatums, celui qu'on fixe a l'autre partie sachant tres bien qu'elle est ou sera dans l'impossibilite d'y faire face et celui qui offre vraiment une porte de sortie. le 17 mai paraît etre de la premiere categorie. il est evident que lorsqu'il fut fixe, on pouvait s'attendre deja a ce que la realisation des elections le 3 mai avait peu de chances de se produire, donc le parlement ne pouvait decemment etre reuni pour cette date du 17. encore moins maintenant.

- 4 -

la reunion de naples est une reunion d'examen sur les progres de l'affaire. on peut d'ores et deja prevoir qu'ils seront nuls. peut-on demander a la ce de repousser cette reunion, sans aucun geste de bonne volonte de la partie iranienne. on peut se demander - les connaissant - si l'ayant obtenu, l'"esprit marchand de tapis" l'emporterait a nouveau en se disant on peut encore essayer de les faire prolonger le delai jusqu'aux calendes grecques.

pour la ce, du moins selon mon collegue francais, on veut en rester au strict probleme du principe de l'inadmissibilite de la prise d'ambassade et d'otages comme menacant la paix mondiale. s'il doit y avoir un pas iranien, il doit non seulement etre concret mais important, sans cela cela ne vaut plus la peine de discuter.

4.0. que peut faire la suisse ?

4.1. notre position ici est intacte. elle est restee meme tres bonne malgre l'aggravation des relations irano-americaines. nous pouvons discuter a n'importe quel niveau et meme si notre discours est critique - et je vous garantis qu'il l'est souvent - mais toujours amical et constructif - il est accepte. je le poursuis, tentant d'expliquer a mes interlocuteurs que l'iran deteriore son image, ruine son credit, se nuit plus a lui-meme qu'aux autres et menace la paix mondiale. mon probleme est que la plupart de mes interlocuteurs sont convaincus de ce qui precede, ceux qu'il faudrait travailler sont les chefs integristes. leur contact est plus difficile, souvent pour des questions de langue. autre question, m'appartient-il, maintenant que nous avons ce mandat, de "precher" ces chefs qui ne font pas partie de mes interlocuteurs habituels professionnels.

4.2. en revanche notre qualite de puissance protectrice nous autorise a plaider inlassablement la cause de l'amelioration du sort des otages qui dependent de nous de jure en tous les cas. je pense qu'habillement dans le discours avec des tiers - les integristes par exemple - nous pouvons montrer les consequences qu'ont pour les iraniens aux etats-unis le parallelisme du mandat.

4.3. il est une suggestion que je voulais vous faire dans les jours suivants l'acceptation par le govt iranien de notre mandat. le coup de main americain a rendu ma proposition vaine pour le moment du moins. j'attacherais neanmoins du prix a ce qu'elle soit etudiee par le departement et, si besoin est par le cf. j'ai a plusieurs reprises discute avec bs, avec ses plus proches collaborateurs et avec ceux de gh le fameux probleme du transfert de pouvoirs qui avorta par suite du niet de l'imam. a cote de ce niet, je sens que bs et ses collaborateurs n'ont jamais ete convaincu par cette solution. ils ont toujours craint et le croient encore que si ce transfert avait eu lieu, eh bien les etats-unis et la communaute des nations les auraient alors accuses d'etre une sorte d'"etat corsaire au pavillon noir" qui prend et garde des otages. il n'y a rien a faire, je ne peux leur oter cette idee de la tete. et regardez, me dit bani-sadr, si nous les avions eus et que le coup de main (pour lui les americains l'auraient fait de toute facon,

- 5 -

cela non plus je ne pus le lui oter du bonnet) ait réussi et bien j'aurais belle tête aujourd'hui, mon gouvernement serait tombé en Iran dans les 24 heures.

on doit alors se demander si nous pouvons arriver à nouveau dans une situation où l'on puisse songer à un pas d'importance, nouvelle étape intermédiaire - par exemple illustratif lors de la session du parlement, si la Suisse en sa qualité de puissance neutre et protectrice, de concert peut-être avec le CICR ou (et) un autre pays non aligné ou neutre, l'Algérie par exemple ne pourrait pas prendre le contrôle des otages en Iran, même si ceci devait nous poser - et cela nous en poserait - des problèmes délicats d'organisation et de sécurité. cela ne s'est jamais vu jusqu'ici, c'est nous cette fois "qui avaliserions pour reprendre les termes de BS une prise d'otages" mais nous pourrions peut-être apporter une contribution utile à la solution de cette affaire et à la paix.

une telle solution, qui pour le moment paraît impossible voire impensable aurait plus de chances d'être acceptée par les différents pouvoirs qu'un "internement" provisoire en Suisse ou dans deux à trois pays qui risqueraient de se heurter à la méfiance viscérale des Iraniens. lang

ambasuisse